



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

**Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique
et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux réglementés
pour la Protection des Milieux**

**Dossier suivi par : Monsieur ARGUIMBAU
☎ 04.84.35. 42. 68
N° 247 - 2012 CSS**

Marseille le

18 AVR. 2013

A R R Ê T É

**créant la Commission de Suivi de Site
pour les établissements des Sociétés ARKEMA -FRANCE
(Marseille 11ème) et CEREXAGRI (Marseille 14ème)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, et notamment son article R 247-I et suivants,

VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractères consultatif,

VU le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.125-2, L.125-2-1, L.515-8, D.125-29 à D.125.34 et R.125.-8 à R125-8-5,

Vu l'arrêté n° 36- 2005 en date du 12 avril 2006 modifié le 16 octobre 2006 portant création d'un comité local d'information et de concertation (CLIC) pour les établissements des Sociétés ARKEMA France à Marseille (11ème), SBM FORMULATION et CEREXAGRI à Marseille (14ème),

Vu l'arrêté n° 261- 2009 CLIC en date du 18 août 2009 renouvelant le comité local d'information et de concertation susvisé, modifié par arrêté du 10 octobre 2011,

Vu la délibération du Conseil Municipal d'ALLAUCH en date du 17 septembre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal d'AUBAGNE en date du 26 septembre 2012,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 2 octobre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal de LA PENNE SUR HUVEAUNE en date du 4 octobre 2012,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine "Marseille Provence Métropole" en date du 26 octobre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal de MARSEILLE en date du 11 février 2013,

Vu le courrier de la SOMIMAR en date du 5 mars 2013,

Vu le courrier de la société CEREXAGRI en date du 7 mars 2013,

Vu le courrier de la société Accessite Grand V en date du 8 mars 2013,

Vu le courrier de la société ARKEMA France en date du 12 mars 2013,

Vu le courrier de la Présidente de la Confédération Générale des Comités d'Intérêts de Quartiers de la Ville de Marseille et des Communes Environnantes en date du 12 mars 2013,

VU le courrier du Directeur des services départementaux de l'éducation nationale des Bouches-du-Rhône en date du 4 avril 2013,

Vu le courriel du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 15 avril 2013

CONSIDÉRANT que les citoyens ont un droit à l'information sur les risques majeurs notamment technologiques et naturels prévisibles, auxquels ils sont soumis dans certaines zones du territoire et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent,

CONSIDÉRANT que les établissements des Sociétés ARKEMA France à Marseille (11ème) à et CEREXAGRI à Marseille (14ème) relèvent du dernier alinéa de l'article L.125-2 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de créer conformément à l'article L125 -2-1 du code précité la commission de suivi de site pour pour les 2 établissements sus-visés,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

Il est crée la commission de suivi de site, concernant les établissements de la société ARKEMA France pour le site de Saint- Menet 123 boulevard de la Millère 13011 Marseille et de la société CEREXAGRI pour le site du Canet 8 boulevard de la Louisiane 13014 Marseille.

ARTICLE 2

Sont désignés comme membres de la Commission de Suivi de Site :

1 - Collège « Administration »

- Le Préfet des Bouches-du-Rhône ou son représentant

- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA -Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône, ou son représentant,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, des Bouches-du-Rhône (Service Environnement) ou son représentant,
- Le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille ou son représentant,
- Le Directeur Régional des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ou son représentant,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile ou son représentant,
- Le Directeur des services départementaux de l'éducation nationale des Bouches-du-Rhône représenté par Michelle PETRIS ou par Monsieur Armand PREMARTIN,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ou son représentant,

2 - Collège « des élus des collectivités territoriales ou d'établissements public de coopération intercommunale concernés »

Commune d'ALLAUCH :

- Monsieur Maurice ATTIAS - *titulaire*,
- Monsieur Charles DALMASSO - *titulaire*,

Commune d'AUBAGNE ::

- Monsieur André SINET - *titulaire*.
- Madame Carmen HEUMANN, – *suppléante*

Commune de LA PENNE SUR HUVEAUNE :

- Monsieur Pierre MINGAUD - *titulaire*
- Monsieur Christian HABANS - *suppléant*.

Commune de MARSEILLE :

- Monsieur José ALLEGRI - *titulaire*,
- Madame Nicole HUGON – *titulaire*.
- Monsieur Jean-Louis TOURET - *suppléant*,
- Madame Michèle PONCET-RAMADE – *suppléante*

Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine "Marseille Provence Métropole":

- ♦ Monsieur Pierre SEMERIVA- *titulaire*,
- ♦ Madame Christel SIMONETTI-ACHARD- *suppléante*.

Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile

- ♦ Madame Carmen HEUMANN- *titulaire*,
- ♦ Monsieur Bernard NEGRETTI- *suppléant*.

3 - Collège riverains des installations classées

Confédération Générale des C.I.Q de Marseille

- • Madame Monique CORDIER, *titulaire*
- • Madame Lucia BERREST, *suppléante*

Fédération des C.I.Q du 11ème arrondissement de Marseille

- Madame Myriam JANIN, *titulaire*
- Monsieur Jean-Claude GRAVIERE, *suppléant*
-

Fédération des C.I.Q du 14ème arrondissement de Marseille

- • Monsieur Christophe MUJAGIC, *titulaire*
- Monsieur Bernard RICCARDI, *suppléant*

SOMIMAR / M.I.N des Arnavaux

- • Monsieur Jean-François GRA, *titulaire*
- Directeur Général
- • Monsieur Jean-Pierre DARDENNE, *suppléant*
- Directeur d'Exploitation

4 - Collège exploitants des installations classées

➤ Société ARKEMA France

- • Monsieur Roch MUNIER- *titulaire*,
- • Monsieur Claude ERRE- *titulaire*
- • Monsieur Olivier MATHONNIERE- *suppléant*.
- • Madame Cécile RIERA- *suppléante*.

➤ Société CEREXAGRI

- • Monsieur Georges KERDRAON – *titulaire*,
- • Monsieur Matthieu ALLAIN – *titulaire*,
- • Monsieur Noël CAMPOS- *suppléant*.

5 - Collège salariés des installations classées

- Société ARKEMA France
- • Monsieur Michel RODA - *titulaire*,
- • Monsieur Eric BUCCI- *titulaire*,
- • Monsieur Michel KAUS- *suppléant*
- • Monsieur Georges MALBRANQUE- *suppléant*
- Société CEREXAGRI
- • Monsieur Manuel RUIZ – *titulaire*,
- • Monsieur Christian FIACHETTI – *titulaire*,
- • Monsieur Christian VIGNARELLI - *suppléant*
- Personnes qualifiées

Le directeur du Cypres ou son représentant, est associé de manière permanente à cette commission de suivi de site en tant que personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

ARTICLE 3

Les membres désignés sont nommés par le Préfet pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature de cet arrêté. Tout membre de la commission qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire. Lorsqu'un membre de la commission doit être remplacé avant l'échéance normale de son mandat, son successeur est nommé pour la période restant à courir.

ARTICLE 4

Monsieur José ALLEGRIINI assurera la présidence de la commission de suivi de site.

Le secrétariat de la commission de suivi de site sera assuré par le CYPRES.

La commission de suivi de site comporte un Bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges.

Les membres de ce Bureau seront désignés lors de la réunion de la première commission de suivi de site.

ARTICLE 5

Les règles de fonctionnement de la commission de suivi de site seront définies dans le règlement intérieur adoptées lors de la réunion de la première commission de suivi de site conformément aux dispositions des articles R 125-8- 3 à R 125-8- 5 du code l'environnement. Elles seront fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés à l'article 2 du présent arrêté y bénéficie du même poids dans la prise de décision. Elles précisent, le cas échéant, la manière dont sont pris en compte les votes exprimés par les personnalités qualifiées mentionnées à l'article 2 précité.

ARTICLE 6

La commission a pour mission, de créer un cadre d'échange et d'information entre les représentants des différents collèges qui la composent sur les actions menées par les exploitants des installations classées, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement.

La commission est associée à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan.

Le Président peut inviter aux séances de la commission de suivi de site toute personne dont la présence lui paraît utile.

Les réunions de la commission peuvent être ouvertes au public sur décision du Bureau.

ARTICLE 7

Les consultations du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé par arrêté préfectoral du 12 avril 2006 renouvelé par arrêté préfectoral en date du 18 août 2009, auxquelles il a été procédé avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté demeurent valides en tant qu'elles ont été effectuées conformément aux dispositions antérieures au décret du 7 février 2012 susvisé.

ARTICLE 8

Le présent arrêté abroge les arrêtés préfectoraux du 12 avril 2006 modifié le 16 octobre 2006 et du 18 août 2009 modifié par le 11 octobre 2011, concernant le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) pour les sites des établissements des Sociétés ARKEMA France à Marseille (11ème) et CEREXAGRI à Marseille (14ème) .

ARTICLE 9

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire d'Allauch,
- Le Maire d'Aubagne,
- Le Maire de La Penne sur Huveaune,
- Le Maire de Marseille,
- Le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole,
- La Présidente de la Communauté d'Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Territoires de la Mer,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA -Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Régional des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille,
- Monsieur le Directeur des services départementaux de l'éducation nationale des Bouches-du-Rhône

sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission de Suivi de Site.

Pour le Préfet
Le Maire de Marseille

18 AVR. 2013


Louis LAUGIER